



Le 20 avril 2016

Solidaires SYNDICAT NATIONAL
Finances
Publiques

MOBILISATIONS !

Le 9 avril dernier, des milliers de personnes ont défilé contre le projet de loi Travail. Le gouvernement a encore réaffirmé sa volonté de ne pas retirer le projet au mépris du mouvement social et démocratique !

La Loi El Khomri c'est la régression de tous les droits !

- **flexibilité** des salarié-es (horaires, salaires, mobilité)...sinon c'est le licenciement !
- **diminution des droits** des salarié-es par l'inversion de la hiérarchie des normes : un accord de branche défavorable supplantera le code du travail...
- **précarité** : les conditions de licenciements sont facilitées (baisse du chiffre d'affaires, refus de se soumettre à un « accord » négatif sur le salaire ou le temps de travail)...

Et pendant ce temps à la DGFIP ?

La loi El Khomri s'appelle ASR, PPCR, RIFSEEP*...

* Adaptation des structures au réseau, Parcours Professionnel Carrière et Rémunération et, Régime Indemnitaire en Fonction des Sujétions de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel

→ **flexibilité** :

- depuis fin 2015, c'est le maintien des agents C nouvellement affectés pendant 3 ans sur la résidence,
- c'est la multiplication de fusions des RAN limitant la possibilité d'une affectation « fine » !
- c'est le risque imminent de la mise en place du RIFSEEP (rémunération au mérite) en cours d'arbitrage ministériel, sans parler des régressions de carrières avec PPCR !

→ **diminution des droits** :

- moins de possibilité de mutations avec les fusions, concentrations de services, et les créations de services supra-départementaux qui se multiplient avec l'ASR,
- moins de possibilité d'évolution de carrière avec un plan de qualification divisé par 10 en 4 ans ! Des carrières allongées avec PPCR,
- passage en force de PPCR refusé par une majorité des syndicats : c'est un déni de démocratie sociale !

→ **précarité** :

- Après les Pactes, c'est le recours au service civique, aux apprentis...et des licenciements de contrats Berkani sont actuellement en cours à la DGFIP !

Solidaires Finances Publiques appelle à la journée de grève du 28 avril pour s'opposer à la régression de l'ensemble des droits des salarié-es

**Solidaires Finances Publiques appelle
à la multiplication des actions, des blocages, des grèves
dans tous les services lors de la campagne IR !**